



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 26 mars 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WIENERBERGER SAS**

8 rue du Canal  
67204 Achenheim

Références : SRNT/2025-0194

Code AIOT : 0006304981

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement WIENERBERGER SAS implanté Parc d'activités des Portes de l'Anjou 49430 Durtal. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIENERBERGER SAS
- Parc d'activités des Portes de l'Anjou 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006304981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WIENERBERGER à Durtal, qui exploite une briqueterie d'une capacité de production de 1 000 t/j, est réglementée par un arrêté préfectoral du 9 février 2018 (DIDD-2018-n° 33) qui a mis à jour le règlement du site en compilant tous les actes administratifs le concernant parus depuis son arrêté d'autorisation initiale notifié en 2008.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système d'échange de quotas CO2 - collecte de données 2024	Règlement européen du 30/01/2024, article 1 et 2	Sans objet
2	Efficacité énergétique	AP Complémentaire du 09/02/2018, article 3.1	Sans objet
3	Contrôle périodique des émissions canalisées (air) et respect des VLE	AP Complémentaire du 09/02/2018, article 3.5.2 et 3.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités sur le thème des rejets atmosphériques ou de l'efficacité énergétique.

Elle a permis de valider les données transmises dans le cadre de la collecte de données du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système d'échange de quotas CO2 - collecte de données 2024

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 30/01/2024, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, différents documents relatifs au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ont été passés en revue :  - fichier « NIM » de la « collecte de données 2024 » - plan méthodologique de surveillance (version 5 du 29/11/2024)  Concernant la collecte de données 2024, les éléments du bilan aéraulique et thermique sur la récupération de chaleur du four vers le

tunnel de séchage ont été détaillés. Ces éléments sont présents dans le rapport d'audit du 08/12/2022 établi par CLEIA.

En particulier, la justification du choix du ratio de 218 kWh par tonne cuite pour la récupération d'air chaud du four vers le séchoir a été expliquée par WIENERBERGER lors de la visite (correspond au fonctionnement le plus représentatif du site).

Ainsi, les données de récupération de chaleur pour les années 2022 (100 TJ) et 2023 (126 TJ) figurant dans le fichier NIM ont été validées par la DREAL Pays de la Loire dans le cadre du dossier de collecte de données 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Efficacité énergétique

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/02/2018, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant optimise sa consommation d'énergie et limite ses émissions de gaz à effet de serre dès la conception des installations, à l'occasion du choix des équipements et par une recherche permanente d'un pilotage optimisé du procédé de fabrication.

[...]

Les paramètres et indicateurs liés à l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, ratios...) de l'usine sont suivis, notamment la consommation d'énergie thermique spécifique exprimée en GJ/t ou kW/t de produits finis.

L'efficacité des mesures retenues fait l'objet d'un bilan évoqué dans la synthèse annuelle et susceptible de donner lieu à un plan d'actions.

### **Constats :**

En conclusion du rapport d'audit du 08/12/2022 établi par CLEIA, figurent plusieurs recommandations d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Plusieurs d'entre elles ont déjà été mises en œuvre par WIENERBERGER :

- réfection des joints entre wagons
- révision des ventilateurs de tirage et de refroidissement
- vérification de l'échangeur et du débitmètre

Certaines recommandations ne sont pas encore mises en œuvre. Il a toutefois été constaté qu'un plan d'action relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique est mis en place, et suivi de manière régulière par l'exploitant.

Un rapport d'audit énergétique du 30/09/2024 par SOCOTEC a également été consulté lors de la visite.

Les documents consultés par sondage lors de l'inspection du 16/12/2024 n'appellent pas de remarques : les paramètres et indicateurs liés à l'optimisation de l'efficacité énergétiques sont correctement suivis par l'exploitant, conformément à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique des émissions canalisées (air) et respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2018, article 3.5.2 et 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder aux contrôles périodiques, a minima une fois par an, des conditions de rejets des émissions atmosphériques canalisés selon les fréquences et les paramètres ci-après [...] :

- les conditions de rejets ainsi que les mesures des effluents, en concentrations et en flux en polluants

Voir tableau des valeurs limites d'émission du four à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2018

Constats :

Pour les émissions du four, les dernières mesures périodiques présentées lors de l'inspection datent du 18/06/2024. Elles ont fait l'objet d'un rapport de contrôle du 01/08/2024 par SOCOTEC. Ce rapport ne met pas en évidence de dépassements des valeurs limites d'émission prescrites à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2018.

Cependant, ces mesures (« Four aval ») sont rapportées à un taux de référence d'oxygène de 18 %, tel que mentionné par erreur à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 09/02/2018. En effet, il s'agit de mesures réalisées en aval d'un oxydateur thermique et conformément à l'article 27-7 de l'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : « dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV [...] la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. »

Pour les émissions de COV, les émissions restent conformes à la valeur limite de 20mg/Nm<sup>3</sup> en prenant le taux d'oxygène réel.

(3,54 mg/Nm<sup>3</sup> avec taux de référence de 18 %, et 4,86 mg/Nm<sup>3</sup> avec un taux réel d'oxygène - 16,8 % dans le cas des mesures réalisées le 18/06/2024)

**Il est demandé à WIENERBERGER d'établir la conformité des mesures atmosphériques en aval de l'oxydateur thermique en prenant le taux réel d'oxygène mesuré comme référence, et non le taux de 18 % mentionné à tort dans l'arrêté préfectoral (celui-ci sera corrigé lors d'un futur arrêté complémentaire).**

**L'exploitant en informera les organismes extérieurs qui procéderont aux mesures des rejets atmosphériques canalisés, afin que les rapports de mesure soient établis en ce sens.**

Type de suites proposées : Sans suite